

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement Occitanie  
89 rue Wéber CS 52002  
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 06/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES LUGAN SAS**

Rue des Carrières  
30126 Tavel

Références : -  
Code AIOT : 0006600779

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement CARRIERES LUGAN SAS implanté Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel. L'inspection a été annoncée le 19/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES LUGAN SAS
- Le Village Vaucrose Rue des Carrières Vaucrose 30126 Tavel
- Code AIOT : 0006600779

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière LUGAN se situe au cœur du village de Tavel. Elle produit des pierres ornementales de calcaire. La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 pour une durée de 30 ans pour une production annuelle de 20 kt. La production annuelle actuelle est bien en dessous des 20 kT. Mme Lugan a repris en main la carrière récemment. L'exploitation du gisement est difficile car l'extraction se fait sur des fronts en pente. Il y a énormément de matériels entreposés sur la carrière.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Mme Lugan est volontaire, elle vient de reprendre la carrière et déclare vouloir faire évoluer les choses.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Signalisation, accès, zones dangereuses | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 3  | CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION     | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.2.2    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 4  | Propreté du site                        | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.1      | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Reserve de produits                     | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.1.6    | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 7  | Autocontrôle des niveau sonores         | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 6.3      | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2  | Protection des eaux                     | Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.4 | Sans objet        |
| 6  | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1     | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le panneau d'autorisation à l'entrée de la carrière est à refaire, les clôtures sont à finaliser et le plan doit être mis à jour pour faire apparaître la bande des 10 mètres. Un plan d'actions doit être mis en œuvre pour évacuer les engins, véhicules et structures abandonnés. Des kits antipollution doivent être répartis dans la carrière afin de pouvoir traiter rapidement toute fuite accidentelle. De nouvelles mesures de bruit doivent être réalisées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Signalisation, accès, zones dangereuses

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Panneau / Clotures  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique; Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux ,d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté que le panneau indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté est à terre et non visible.<br>L'inspection a constaté que la pose des clôtures n'est pas finalisée dans les parties nord est et ouest de la carrière, l'exploitant déclare que ces travaux vont être réalisés.<br>L'exploitant indique qu'en dehors des heures de fonctionnement de l'installation, le portail d'entrée est fermé et un poids lourd est positionné sur la piste au niveau des ateliers de coupe.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant met en place un nouveau panneau indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Les travaux sur les transformateurs électriques coté est de la carrières constatés lors de la précédente inspection sont maintenant finalisés, l'exploitant doit terminer la mise en place des clôtures pour la sécurisation du site et il signal le danger par des pancartes.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

**N° 2 : Protection des eaux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 1.10.1.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ruissellement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare que lors d'épisodes pluvieux, l'eau qui ruisselle sur la zone en exploitation s'infiltré et disparaît très rapidement.                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : CONTENU MINIMAL DE LA DOCUMENTATION**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La documentation [...] police des eaux.   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté que l'exploitant dispose des fiches de sécurité des produits présents sur le site sous forme électronique.<br>Le plan qui a pu être consulté date de janvier 2022, il doit être mis à jour tous les ans, la bande des 10 mètres n'y apparaît pas.<br>L'exploitant indique que dans la partie sud ouest de la carrière il sort quelques pierres de maçonnerie pour alimenter des entreprises locales |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant fait mettre à jour le plan d'exploitation et rajouter la bande des 10 mètres sur ce plan. Ce plan est à réaliser par un géomètre.<br>L'exploitant justifie que les pierres de maçonneries extraites ne se situent pas dans la bande des 10 mètres.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 4 : Propreté du site**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 7.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|  |
|--|
| L'ensemble du site [...] doivent être entretenus régulièrement.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté qu'une multitude de déchets sont présents sur l'installation: engins abandonnés ou en cours de réparation, véhicules légers hors d'usage, concasseurs, structures métalliques, groupes électrogènes, moteurs, godets, pneus. Le nombre d'engins présents sur le site n'est pas en adéquation avec la nature de l'exploitation.<br>Mme Lugan qui a repris l'exploitation familiale a présenté à l'inspection de nombreuses factures d'évacuation de métaux, elle déclare poursuivre le nettoyage de la carrière. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit réaliser l'évacuation de tous les déchets non utiles à l'exploitation de la carrière vers des filières dûment autorisées.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

#### N° 5 : Reserve de produits

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 2.1.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que produits absorbants, produits de neutralisation ... |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a constaté l'absence de produits absorbants ou produits de neutralisation pouvant être utilisés en cas de fuite sur les nombreux engins et matériels présents sur le site.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant met en place des kits de produits absorbants sur l'ensemble de la carrière, ces kits doivent être disponibles rapidement et à proximité des engins et matériels en cas d'intervention.                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution                                |

|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les produits tels que huiles, liquide hydraulique, bidon de GNR..stockés dans le shelter situé en haut de la carrière sont bien sur bac de rétention.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 7 : Autocontrôle des niveau sonores**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 6.3</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué au moins une fois par an. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 Janvier 1997 précité.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport Socotec de mesures de bruit dans l'environnement datant de 2021, les mesures étaient conformes.</p> <p>L'exploitant a également présenté un devis concernant de nouvelles mesures de bruit datant 4 septembre 2024 et déclare que ces mesures vont être réalisées.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser ces mesures de bruit et rappel qu'un contrôle des niveaux sonores doit être effectué au moins une fois par an.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>   |